

EXIGENCE DE QUALITÉ ET ÉDUCATION POPULAIRE

Par Jean Blairon

Nous avons été sollicité par le mouvement Lire et Ecrire pour participer à un séminaire portant sur la question suivante : « Quelle conception de la qualité pour une éducation non formelle des adultes ? » (Saint-Gilles, 18 novembre 2016). Le séminaire souhaitait notamment étudier les conséquences possibles de la volonté de l'Union européenne « d'améliorer la formation en promouvant une certaine conception de ce qu'est une « bonne » formation, c'est-à-dire des objectifs et normes vers lesquels les opérateurs doivent tendre ».

La question précise qui nous était soumise était la suivante :

La qualité au sens de l'éducation populaire, ça veut dire quoi ? En quoi cette question peut-elle mettre en tension les associations /acteurs de l'éducation permanente ?

Ramené à sa structure première, notre raisonnement a été le suivant : on ne peut espérer défaire ce que le monde social a fait en adoptant les manières mêmes qu'il a eues de le faire ; c'est pourtant ce que risque bien de produire l'introduction d'une « logique » « qualité ».

Avant de définir ce que pourrait vouloir dire la qualité au sens de l'éducation populaire, il convient de s'interroger sur le geste irréversible qui est trop souvent posé en amont de cette question et qui revient à imposer de constituer cette pratique comme un objet d'observation isolé du monde qui lui donne sens et en transforme ainsi de façon déterminante la nature.

Pierre Bourdieu nous a depuis longtemps alerté contre les errements d'une telle attitude objectiviste :

« L'objectivisme constitue le monde social comme un spectacle offert à un observateur qui « prend un point de vue » sur l'action, qui s'en retire pour l'observer, et qui, important dans l'objet les principes de sa relation à l'objet, le pense comme un ensemble destiné à la seule connaissance où toutes les interactions se réduisent à des échanges symboliques. Ce point de vue est celui qu'on prend à partir des positions élevées de la structure sociale d'où le monde social se donne comme une représentation (...) et d'où les pratiques ne peuvent apparaître que comme des « exécutions », rôles de théâtre, exécutions de partition ou **applications de plans** (nous soulignons). »¹

D'une certaine façon, ce que je voudrais chercher à éviter à tout prix est dit : penser de l'extérieur l'objet comme un ensemble destiné à la seule connaissance ; le transformer en exécution d'un programme ; le penser au départ d'une position sociale dominante déniée comme telle.

1 P. Bourdieu, « Le Sens pratique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 2, n°1, février 1976, p. 43.

Pour échapper à cet illusionnisme objectiviste, il faut changer de position et, comme le propose Pierre Bourdieu, « se situer **dans** l'activité réelle comme telle », et tenter d'en comprendre **le sens pratique**.

Au sens de l'éducation populaire, l'activité d'alphabétisation comme on dit est **la mise en œuvre d'un sens pratique** qu'on n'a guère de chance de comprendre si on n'abandonne pas la position souveraine de l'observateur désocialisé.

Pour ce qui me concerne, en tant que directeur de l'asbl RTA, créée par les mouvements ouvriers, fondatrice de Lire et Ecrire Namur, c'est dans la tentative de fidélité à ce geste politique que j'essaierai de construire mon positionnement, en référence à « l'activité réelle comme telle ».

UNE DÉCONSTRUCTION NÉCESSAIRE

La question de la qualité est devenue quasi indissociable du management qui prétend l'assurer de manière **globale et totale**.

La logique managériale est, comme on le sait, le texte dans lequel se déploie le « nouvel esprit du capitalisme », pour reprendre ce concept de L. Boltanski et E. Chiapello.

C'est cette logique managériale dominante qui impose de considérer que la qualité du travail des travailleurs n'est plus « leur manière d'être qui constitue leur propriété »², mais qu'elle peut (ou plutôt doit) s'aborder de façon objectiviste

- en s'exceptant de la pratique ;
- en faisant l'impasse sur la question de la condition sociale de l'observateur ;
- en réduisant la pratique des travailleurs à une exécution ;
- et en prétendant pouvoir définir ce qui y est recommandable « ab initio » – et qui en norme dès lors la valeur, mesurée en termes de conformité de l'état final par rapport au regard initial.

Cette imposition culturelle revient toujours à l'obligation (technocratique) de construire dès l'initiale l'état final – ce que Paul Virilio décrit comme une « inconscience institutionnelle »³.

Pour échapper à cette dangereuse inconscience – et donc pour se donner une chance d'aborder le **travail des travailleurs comme une manière d'être qui est leur propriété**, il importe donc avant tout autre chose de déconstruire les fausses évidences managériales qui veulent s'imposer aux pratiques.

La notion de « qualité » sera donc resituée dans le rapport social qui en porte le sens ; elle sera abordée comme une « créature », selon le mot de Michel Callon, soit une invention de laboratoire (social) qui fait l'objet d'une intense activité d'insertion (de justification et d'imposition) et qui est de nature à modifier les interactions sociales dans le champ du travail (ici, dans le champ du travail d'éducation informelle).

Il est difficile de nier que cette « créature » a été introduite dans le redéploiement du capitalisme qui a adopté la forme « réseau », en amaigrissant les entreprises au profit de satellites différents et connectés⁴.

Le sort des sous-traitants dans les délocalisations illustre parfaitement cette stratégie : ils sont pour

2 C'est là une définition du terme « qualité ».

3 P. Virilio, *L'insécurité du territoire*, Paris, Galilée, 1993.

4 L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999. Les auteurs font cette description : « L'image type de l'entreprise moderne est aujourd'hui un cœur svelte entouré d'une nébuleuse de fournisseurs, de sous-traitants, de prestataires de services, de personnels intérimaires permettant de variabiliser les effectifs selon l'activité, d'entreprises amies. On dira alors qu'elle travaille en réseau. » (p. 117).

l'instant exclus des plans sociaux en cas de délocalisation par exemple.

Dans ce « nouvel esprit », il faut déconcentrer les unités de production tout en gardant la maîtrise sur les satellites ainsi créés : bref, on cherche à ne pas avoir à assumer un lien tout en maintenant un pouvoir⁵.

C'est effectivement en imposant des « contrats de qualité » qu'on peut gagner sur les deux tableaux à la fois : on peut imposer aux candidats sous-traitants des formats, en les maintenant sous un joug qu'on pourra toujours placer sur d'autres bêtes de somme.

On peut même par après étendre cette logique au maximum, **construire une vision totale de la qualité totale**, même en convoquant la philosophie à la rescousse ; dans ce cas, il n'y a plus de contestation possible, puisqu'un sens totalisant est « donné » et même imposé à ce qui échappe à la maîtrise de la maîtrise (par exemple les contre-plans imaginés par les travailleurs, les relations de socialité libre qui se développent sur le lieu du travail, le sens libre que les travailleurs donnent à leur travail⁶).

Par cette notion totalisée, « la qualité du produit ou du service devient en fait le sous-produit de toutes les qualités de l'entreprise : qualité de conception, qualité de réalisation, qualité des hommes, qualité de l'organisation, qualité de la vie au travail, qualité du management, qualité des relations... » Ainsi, la qualité va au-delà d'un facteur déterminant de compétitivité et devient un véritable mode de vie, une démarche culturelle. Elle devient une **qualité totale** qui va de l'accueil de la standardiste, à la fiabilité parfaite du produit. »⁷

On peut pousser l'imposition culturelle jusqu'à **annexer les valeurs de ceux que l'on domine** de la sorte :

« Mais ce qui est remarquable dans cet ouvrage, c'est l'introduction que nos auteurs font de la notion de « cercles de qualité ». Que faut-il entendre par cela ? Par cercle de qualité, nos auteurs entendent une « nouvelle démarche de management », « un formidable outil de progrès socio-économique ». Les cercles de qualité sont ainsi un élément du management participatif. Ce management participatif constitue « une approche différente prenant en compte les exigences économiques de compétitivité et de rentabilité, les nouveaux comportements et aspirations socio-culturels des hommes et des femmes de l'entreprise, les objectifs de qualité globale des produits, des systèmes, des organisations. »⁸

Lorsque cette démarche est en outre transposée dans le rapport entre Etat (éventuellement supra-national) et associations, nous entrons explicitement dans un processus que l'analyse institutionnelle qualifie de « transversalité négative ». Il s'agit du fonctionnement selon lequel une organisation remplit une fonction officieuse qu'elle dénie par ailleurs en prétendant n'assurer que sa fonction officielle. Ici, il s'agit d'**imposer aux associations un mode d'organisation marchand** (en l'occurrence le nouvel esprit du capitalisme) dont elles ont pour... qualité de se distinguer, si ce n'est de combattre.

Trois caractéristiques permettent de repérer la présence de cette transversalité négative :

5 Boltanski et Chiapello rappellent d'ailleurs que cette transformation de la production est indissociable de la lutte anti-syndicale en « évitant la contagion sociale » (voir par exemple les pp. 355 et 726).

6 Phénomènes observés notamment par J.-P. Le Goff, et relatés dans *La Barbarie douce, La modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, Paris, La Découverte, 1998, 2003.

7 Patrice Jean Ake, assistant au département de philosophie de l'université de Cocody. L'auteur commente et cite le livre de B. Monteil, M. Perigord et G. Raveleau, *Les outils des cercles et de l'amélioration de la qualité* (Paris, éd. De l'organisation, 1985), cf. <https://akepatrice.wordpress.com/2005/11/03/la-qualite-notion-philosophique-et-principe-de-management>.

8 Pour des raisons de lisibilité, nous n'avons pas conservé les notes de bas de page de cette citation.

- la promotion de l'impermanence comme norme (le « contrôle qualité » peut justifier commodément l'abandon, pudiquement appelé remplacement du sous-traitant)⁹ ;
- la réduction du sens de l'activité à l'exécution d'un patron conçu en dehors d'elle ;
- la logique de sous-traitance qui inféode l'association à l'Etat, perçu comme un « donneur d'ordre » au profit de « citoyens-clients ».

Les agents de l'Etat qui contrôlent « l'usage de l'argent public » en s'imprégnant d'une « logique qualité » (voire en l'imposant) peuvent dès lors oublier que c'est cet argent qui leur permet aussi d'exister en tant que représentants supposés de l'intérêt général.

Mais nous n'oublions pas que ces agents se sont d'abord vus imposer ce qu'ils tendraient à imposer aux autres...

Nous pouvons parler entre autres du « Cadre d'Auto-Evaluation des Fonctions Publiques », adopté en FWB en 2006, revu en 2013. Dans cette version, nous pouvons lire :

« À la fin des années 1990, les Ministres chargés de l'administration publique dans les pays de l'UE ont invité le Réseau des administrations publiques européennes (EUPAN) à promouvoir les échanges et la coopération entre les États Membres de l'UE et à développer des instruments communs pour la gestion de la qualité. Un premier produit de la coopération entre experts nationaux de l'UE a été présenté en mai 2000 : il s'agit du Cadre d'auto-évaluation des fonctions publiques (CAF), instrument européen concret et commun de gestion de la qualité, destiné au secteur public et développé par le secteur public. Le CAF a connu un vaste succès. Depuis plus de 12 ans, près de 3000 institutions du secteur public dans toute l'Europe utilisent ce modèle et le nombre d'utilisateurs du CAF ne cesse d'augmenter¹⁰. Les premières années, le modèle servait essentiellement à initier les institutions du secteur public à la gestion de la qualité totale, en procédant à un diagnostic interne à la lumière des principes d'excellence énoncés. Comme le CAF devait être un outil générique, applicable à tous types d'institution du secteur public, à tous les niveaux (européen, fédéral ou national, régional et local), son contenu devait être très théorique et parfois même abstrait. Mais dès le début, le CAF s'est voulu un outil simple, accessible et facile à mettre en œuvre, ce qui est le cas par rapport à d'autres modèles de qualité.

Le CAF doit générer un processus complet d'amélioration continue au sein de l'institution et il répond à cinq objectifs principaux : 1. initier les administrations publiques à la culture de l'excellence et aux principes de la gestion totale de la qualité ; **2. les guider progressivement vers un cycle PDCA (Plan-Do-Check-Act) complet** ; 3. faciliter l'auto-évaluation de l'institution publique* en vue d'établir un diagnostic et de définir les actions d'amélioration ; **4. servir de « pont » entre les différents modèles utilisés pour la gestion totale de la qualité, à la fois dans le secteur public et dans le secteur privé** ; 5. faciliter l'apprentissage par échange d'expériences (« benchlearning ») entre institutions du secteur public. »¹¹

La créature qualité, on le voit, fait l'objet d'un vaste plan d'insertion qui, sous prétexte de rationalisation

9 Il suffit par exemple de constater, en matière d'éducation permanente, l'écart entre l'exposé des motifs du Décret de 2003 visant à assurer le soutien à la vie associative et la réalité qui l'incarne ; l'exposé des motifs évoque un financement à durée indéterminée pour l'emploi et le fonctionnement des associations, alors que le financement des activités dépend des contrats-programmes ; c'est en fait l'ensemble des ressources des associations qui a été rendu finalement dépendant des contrats-programmes.

10 Le lieu commun de la quantité a de beaux jours devant lui (selon cette figure, une chose est bonne parce qu'elle est utilisée, achetée... par un grand nombre) ; le texte ne dit pas, toutefois, combien de ces départements se sont vu imposer la démarche par leur hiérarchie et n'évoque pas les résistances, notamment syndicales, que la créature a pu susciter.

11 <http://www.fedweb.belgium.be/sites/default/files/downloads/Brochure%20CAF%20F%20Internet.pdf> Les points 2 et 4 que nous avons soulignés expriment explicitement la logique technocratique désormais requise (position dominante du « Plan ») et la transversalité négative qui est recherchée (logique de « pont »).

et de recherche de l'excellence, transforme en profondeur le sens de l'activité en la marchandisant, puisqu'on la réduit à l'exécution planifiée d'une production de biens et de services.

Ce n'est pas l'objet de cette rencontre, mais il convient de dire que cette transformation du sens de l'action publique, fonctionnant comme une « politique de dépolitisation », pour reprendre cette expression de P. Bourdieu, peut avoir comme effet la destruction de la main gauche de l'Etat¹² et l'affaiblissement des mobilisations libres.

Mais l'objet de la réflexion n'est pas seulement là. L'action de repolitiser ce qui a été dépolitisé (la « créature » qualité se présente comme un effort de rationalisation « objectif », purement organisationnel) est soumise à une forte pression qui avoisine souvent le chantage : si on rejette la créature « qualité » pour ce qu'elle est, on encourt le reproche d'être « sans qualité » ou d'avoir peur de celle-ci...

On connaît ce type de chantage, notamment supra-national : pourquoi ne pas accepter ce que d'autres ont déjà accepté ? « Quelles peurs ce refus cache-t-il ? » avancent les zélateurs de la créature.

Nous avons vu tout récemment, par exemple, que les objections au CETA étaient présentées comme irrationnelles puisque 27 pays sur 28 étaient supposés l'avoir accepté ; ensuite les objections étaient requalifiées en rejet des échanges et en fermeture sur soi...

Similairement, le rejet de la notion de qualité à forte transversalité négative est requalifié en recherche de l'impunité (rejet du contrôle en tant que tel et non de ce type de contrôle) et du confort (puisque on est supposé rejeter l'excellence)...

COMMENT, POUR ÉCHAPPER À CE DILEMME (ACCEPTER L'INACCEPTABLE OU SE VOIR DÉLÉGITIMÉ) REFORMULER LA QUESTION ?

La recherche de la valeur dans l'action n'est pas absente, loin s'en faut, des pratiques associatives d'éducation non formelle. Pour la comprendre et la situer, il faut revenir à ce qu'est **la connaissance pratique**.

« On peut admettre que la pratique implique toujours une opération de connaissance, c'est-à-dire une opération plus ou moins complexe de classement qui n'a rien de commun avec un enregistrement passif, sans pour autant en faire une construction purement intellectuelle ; la connaissance pratique est une opération pratique de construction qui met en œuvre, par référence à des fonctions pratiques, des systèmes de classement (taxinomies) qui organisent la perception et structurent la pratique. »¹³

Bourdieu poursuit en indiquant comment se forment ces systèmes de classement :

« **Produits par la pratique des générations successives** (nous soulignons), dans un type déterminé de conditions d'existence, ces schèmes de perception, d'appréciation et d'action qui sont acquis par la pratique et mis en œuvre à l'état pratique sans accéder à la représentation explicite, fonctionnent comme des opérateurs pratiques à travers desquels les structures objectives dont ils sont le produit tendent à se reproduire dans les pratiques. »

Si nous voulons donc aborder la qualité de l'éducation non formelle, nous devons la considérer

12 Pierre Bourdieu désigne ainsi les « ministères sociaux » qu'il considère comme le lieu « où se sont déposés en quelque sorte les traces des conquêtes (sociales) ». Pour Bourdieu en effet, « L'essentiel des luttes politiques engage des agents extérieurs au champ bureaucratique, mais qui sont dans un rapport d'homologie avec les agents inscrits dans le champ bureaucratique et dans les luttes inhérentes au champ bureaucratique. ». Pour une démonstration de ce point, cf. J. Blairon et C. Mahy, « Manifestations et manifestation du sens », www.intermag.be/574.

13 P. Bourdieu, « Le sens pratique », *op. cit.*, p. 43.

- comme une manière d'être qui est une propriété (celle de « générations successives » ; en l'occurrence celles qui ont fait et font vivre l'éducation populaire) ;
- qui s'incarne dans l'usage de schèmes de perception, d'appréciation et d'action qui fonctionnent à l'état pratique ;
- qui ont pour enjeu la reproduction de cette manière d'être.

Il faut évidemment pour avoir une chance de s'en approcher, « reconnaître à la pratique une logique qui n'est pas celle de la logique » « pour éviter de lui demander plus de logique qu'elle ne peut en donner et de se condamner ainsi soit à lui extorquer des incohérences, soit à lui imposer une cohérence forcée (nous soulignons) ». ¹⁴

LA DÉMOCRATIE CULTURELLE COMME MANIÈRE D'ÊTRE

Ce sont les pratiques que Marcel Hichter a qualifiées dans les années 70 de démocratie culturelle qui permettent une première approche de cette manière d'être. Jean-Pierre Nossent le rappelle ainsi :

« À l'occasion d'un colloque consacré à l'avenir des arts du spectacle et organisé à Athènes à l'initiative de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Marcel Hichter est sollicité pour prononcer le discours introductif sur les perspectives de démocratisation de la culture. D'emblée, il relève les carences et les échecs des politiques de démocratisation de la culture et annonce qu'elles « sonnent le glas de la démocratisation de la culture ». Il introduit alors la notion de démocratie culturelle en la décrivant notamment par la formule suivante : « Mon option est donc : ni la culture pour tous, ni la culture pour chacun mais la culture **par chacun et avec chacun** dans une optique de développement de tous. [...] Il n'y a pas de culture extérieure à l'homme, pas de matière culturelle à quoi il faut faire accéder le peuple, qu'il faut porter au peuple, que l'on puisse **contreplaquer**. [...] C'est le sens des responsabilités au sein de nos diverses communautés : cette culture-là [...] exige envers les autres une attitude d'accueil, de dialogue ; [...] il s'agit de contester la notion patrimoniale de la culture pour la remplacer par la définition de la culture par la population elle-même ».

Cette déclaration apparaît alors comme un changement paradigmatique en affirmant le principe de pluralité, de diversité et d'égalité des cultures. » ¹⁵

En regard de ce changement paradigmatique, les principes structurants des pratiques d'éducation informelle, telles qu'elles sont les héritières de l'éducation populaire, peuvent probablement se définir comme suit (les références dont nous les accompagnons sont seulement illustratives, elles ne constituent pas un cadre explicite ni a fortiori normatif). Notons immédiatement que **ces principes ne constituent pas des composantes de l'action de formation, mais désignent des relations et des propriétés de relations entre ceux que ces pratiques concernent.**

Garantir la réciprocité d'apprentissage des cadres

Cette exigence de réciprocité construit la relation ; il n'y a pas de relation d'un plein à un vide (à combler) ; il y a tentative d'échange et de construction égalitaire à partir de cadres pratiques différents. Jean-Pierre Nossent le formule clairement :

« Dans cette optique, on considère qu'il préexiste d'abord un travail autonome de production culturelle et que le travail de reconnaissance va de culture à culture et non de culture à manque. Car là où on suppose le manque de culture, il y a déjà une culture, et c'est qualitativement une

¹⁴ *Ibidem*, p. 53.

¹⁵ J.-P. Nossent, « Pratique de la démocratie culturelle : une méthode de l'égalité ? », http://www.ihoes.be/PDF/JP_Nossent_Pratique_democratie_culturelle.pdf.

culture qui en vaut bien d'autres car elle est à l'œuvre dans tous les aspects de la vie collective : il n'y a pas a priori de culture supérieure mais des cultures différentes. »

Le premier principe structurant d'une éducation informelle soucieuse de son héritage pourrait être : **que devons-nous mettre en place pour pouvoir apprendre l'un et les uns de l'autre et des autres que nous ne connaissons pas à l'initiale ?**

Assurer une présence à l'autre avec suffisamment de symétrie : organiser les conditions d'une vraie rencontre

Amilcar Cabral, en Guinée-Bissau, à la même époque que M. Hichter, en appelle à une résistance culturelle envers le colonialisme portugais. Il s'agit d'un vaste projet d'éducation non formelle.

« Nous ne devons pas laisser la tâche de transmettre des connaissances aux seuls professeurs. Nous devons profiter de la conversation d'un camarade – et ceux qui ont beaucoup travaillé avec moi, qui me connaissent bien, savent que c'est ainsi que j'ai l'habitude d'agir dans la vie – de quelque niveau que ce soit, pour en faire l'analyse, pour en tirer une leçon. Où l'un ou l'autre apprend quelque chose. Chacune de nos conversations doit être une leçon, ainsi pourrons-nous gagner du temps, et progresser. »¹⁶

La vraie rencontre n'exclut pas le conflit :

« Camarades, nous devons beaucoup travailler à liquider en nous-mêmes la culture coloniale. Que nous soyons des hommes de la ville ou de la brousse, le colonialisme nous a inculqué beaucoup de choses dans la tête. Et il nous faut enlever ce qui ne va pas et laisser ce qui est bon. Car le colonialisme n'est pas entièrement à rejeter. Nous devons être capables, cependant, de combattre la culture coloniale et de préserver dans notre esprit cet aspect de la culture humaine, scientifique, que les Tugus avaient peut-être trouvé chez nous et qui nous pénétra également. »

Ne pas céder sur l'exigence d'articulation possible de l'analyse et de l'action

L'éducation informelle dont nous parlons ne se situe pas dans le registre exclusif de la connaissance. Elle vise à ouvrir des possibles – à rendre possible le passage à l'action (qui n'est jamais assuré).

Michel Wieviorka¹⁷ évoque ainsi les sujets flottants (qui veulent passer à l'action et ne le peuvent pas) ou les hyper-sujets (qui s'en réfèrent à un trop-plein de sens, par exemple religieux), figures contrariés du passage du sujet à l'acteur et qui basculent souvent dans la violence. Les phénomènes appelés de radicalisation en témoignent¹⁸.

Michel de Certeau a le mieux formulé à notre estime ce principe de classement :

« On ne peut (...) dissocier l'acte de comprendre l'environnement et la volonté de le changer. La « culture » en reçoit une définition : il n'est possible de dire le sens d'une situation qu'en fonction d'une action entreprise pour la transformer. Une action sociale est la condition d'une production culturelle. »¹⁹

On voit bien ici comment fonctionne une opération de classement : ici il s'agit de ne pas disjoindre (donc de classer même) comprendre et changer ; sens et action ; social et culturel.

16 A. Cabral, « La résistance culturelle », *Esprit*, mai 1976, p. 875.

17 M. Wieviorka, *Retour au sens*, Paris, Laffont, 2015.

18 Pour une démonstration de ce point, voir J. Fastrès, J. Blairon et L. Watillon, « Radicalisation, prévention et milieu ouvert », *Intermag.be*, 2015, www.intermag.be/518.

19 M. de Certeau, *La culture au pluriel*, Paris, U.G.E., 1974, p. 248.

Inscrire la possibilité d'action dans un cadre libre

La démocratie culturelle s'est aussi construite contre ce qu'E. Goffman appelait l'embrigadement, soit le fait que toutes les activités soient programmées d'en haut et leur exécution conforme contrôlée. Goffman décrit ainsi un des aspects des institutions qu'il appelait totales :

« Les différentes activités ainsi imposées sont (...) regroupées selon un plan unique et rationnel, consciemment conçu pour répondre au but officiel de l'institution. (...) Le caractère essentiel des institutions totalitaires est qu'elles appliquent à l'homme un traitement collectif conforme à un **système d'organisation bureaucratique qui prend en charge tous ses besoins, quelles que soient en l'occurrence la nécessité ou l'efficacité de ce système.** »²⁰

Le cadre total de la qualité totale correspond bien à cette définition.

La liberté du cadre implique que le bénéficiaire soit reconnu au contraire comme un « partenaire de plein droit »²¹, y compris à propos de la définition du cadre et de son inscription dans celui-ci : il doit rester libre de s'y engager et de s'en dégager s'il le souhaite²².

L'articulation de l'individuel et du collectif

Même si l'atomisation et l'isolement dus à une société qui produit de la désaffiliation frappent durement et que nous sommes souvent loin de la conscience fière qui caractérisait les collectifs ouvriers, la dimension collective reste cruciale.

Mais elle est évidemment imprégnée des principes de réciprocité, de symétrie, d'articulation possible à l'action, de liberté.

Le collectif **crée son identité dans l'expérimentation de lui-même**. La syndicaliste chicano Dolores Huerta l'exprime ainsi :

« Les femmes devraient toujours se rappeler qu'en sachant se débrouiller, on sait tout faire, qu'on ait de l'expérience ou non. César (Chavez) dit toujours que la première éducation du peuple c'est de savoir comment être le peuple et que le reste vient tout seul. »²³

L'analyste institutionnel Félix Guattari évoque, dans un tout autre langage, les « groupes fondateurs d'eux-mêmes » qui trouvent leur « unité subjective » dans le « dévoiement du sens de concepts habituellement utilisés ». C'est d'elle (de cette unité) que dépend la reconnaissance de la consistance subjective de ce dialogue de personne sociale à personne sociale »²⁴.

LES CONDITIONS DÉTERMINANTES DE CETTE MANIÈRE D'ÊTRE

Les groupes fondateurs d'eux-mêmes s'auto-imposent, à l'état pratique, un certain nombre de conditions régissant leurs relations.

Ces conditions sont exprimées dans des **paris** et dans la recherche de **positions** qui peuvent les incarner. Ces paris ne sont pas des programmes : rien n'y est jamais écrit, gagné ni garanti d'avance et c'est la raison pour laquelle la logique « Plan-do-check-act » tombe complètement à plat dans nos univers et révèle par la même occasion ses visées intégratrices : j'évoque sous le terme d'intégration,

20 E. Goffman, *Asiles, Essai sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Minit, 1968, p. 48.

21 Selon l'expression de F. Tosquelles fondateur de la psychothérapie institutionnelle.

22 L'interprétation d'un « arrêt de formation », lorsqu'elle est référée aux possibles (et aux impossibles) pour la personne est bien différente de l'interprétation culpabilisante qui conduit à requalifier cet arrêt en termes de « rupture de contrat » donnant lieu à sanction...

23 B. L. Baer et G. I. Mathews, « Dolores Huerta et les femmes de l'United Farm Workers », *Esprit*, Paris, septembre 1974, p. 219.

24 F. Guattari, *Psychanalyse et transversalité*, Paris, La Découverte, 1974, pp. 42-43.

à la suite d'Alain Touraine, la forme de domination contemporaine qui consiste à vouloir intégrer les individus et les groupes « dans un ensemble sur lequel ils ne pourront pas peser ».

E. Goffman l'exprime à sa manière : pour qu'il y ait « chance » ou « occasion », il faut que l'individu « fasse en sorte de se dessaisir du contrôle de la situation. »²⁵

En éducation non formelle telle qu'elle est l'héritière de l'éducation populaire, les paris suivants semblent souvent engagés à l'état pratique.

Pari sur la mixité ou l'hétérogénéité pour éviter le redoublement de la dépossession

Comme le note Bourdieu, « le rassemblement en un même lieu d'une population homogène dans la dépossession a aussi pour effet de redoubler la dépossession, notamment en matière de culture et de pratique culturelle »²⁶ ; c'est notamment le danger des groupes qui constituent leur unité subjective sur le statut de victimes ou qui fondent leur identité sur le stigmat qui les réunit.

Pari sur l'écoute créative

La manière dont Rosine Christin, une des enquêtrices de l'équipe qui a produit *La misère du monde*, rend compte de son dialogue avec la femme d'un ouvrier sidérurgiste lorrain qui a perdu son emploi, est emblématique de ce pari.

« En écoutant Maryse, j'étais souvent frappée par l'analogie entre cette vie singulière et le destin collectif de toute une région. Lorsqu'elle me parlait d'elle, elle me donnait à voir, réfractée par le prisme des préoccupations féminines, la vie de l'ouvrier qu'avait été son mari et, plus généralement, la réalité d'un monde qui se défaisait. Il m'est apparu qu'il fallait écouter autrement ceux qui, comme Maryse, n'ont pour évoquer une vie pénétrée par l'histoire collective, que des paroles privées, des « petites histoires », des histoires de femme, toujours exclues de l'Histoire, même quand elle est écrite par des femmes. »

Rosine Christin estime que ce « témoin silencieux » lui a « permis de saisir, mieux que d'autres interlocuteurs sans doute plus autorisés et plus « compétents », mieux préparés à énoncer le discours officiel sur la misère, ce qu'a été la misère ordinaire des familles de travailleurs de l'industrie métallurgique et le malheur des femmes, simples figurants du monde social, vers lesquels convergent irrémédiablement, en dernier recours, les contrecoups de toutes les crises. »²⁷

On retrouve là un écho des propos d'un C. W. Mills, qui en appelait à l'imagination sociologique pour déceler ce qui, dans les épreuves personnelles vécues dans un milieu, pouvait aussi se dire en termes de questions publiques, interrogeant les structures et leurs effets²⁸.

Si d'aucuns voulaient objecter que ces raisonnements ne sont pas de mise vu la technicité des apprentissages, nous les inviterions volontiers, par exemple, à se rappeler que les activités les plus techniques contiennent toujours un sens social réfracté, comme par exemple l'apprentissage du permis

25 E. Goffman, « Les lieux de l'action », *Les rites d'interaction*, Paris, Minit, 1984, pp. 121 et sq.

26 P. Bourdieu, « Effets de lieu », *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 167.

27 R. Cristin, « Témoin silencieux », *La misère du monde*, Paris, 1993, pp. 474-475.

28 C. W. Mills, *L'imagination sociologique*, Paris, La Découverte, 1997 (publication initiale à New York en 1959).

de conduire²⁹.

L'audace de faire droit à la capacité d'analyse de chacun

est le corollaire du pari précédent.

P. Bourdieu nous y encourage, notamment à propos du champ politique :

« Les dominants sous-estiment presque inévitablement la lucidité des dominés. Et il faudra quelque grand cataclysme politique – c'est ce que les commentateurs appellent un « raz de marée électoral » – pour que les dirigeants qui se sentent mandatés pour l'éclairer et l'animer viennent à découvrir que la « base » n'ignore nullement que, loin d'exprimer ses vues, ses vœux, ses volontés, ils lui imposent leur vision et surtout leurs divisions ; et que, aveuglés par les passions et les intérêts liés à leurs pouvoirs et à la concurrence pour les conserver et les augmenter, quand ils ne sont pas tout simplement enfermés dans leur certitude technocratique, ils ignorent l'impitoyable vision des militants invisibles. »³⁰

Le pari sur la possibilité du groupe de se vivre comme groupe-sujet

Nous avons évoqué supra la possibilité pour un groupe de « devenir fondateur de lui-même » et de se donner ainsi une consistance subjective suffisante. Cette possibilité implique un double pari pour le groupe : prendre une distance suffisante par rapport aux lois externes qui le déterminent (ne serait-ce qu'en dévoyant le sens des concepts qui installent cette détermination) ; se méfier aussi de la loi interne qui peut s'y installer, à travers notamment toute une série de leaderships et de confiscations.

Le pari d'ouverture sur la production éventuelle du groupe en termes d'action ou d'effets sociaux

Ne sachant pas à l'initiale ce qu'ils peuvent apprendre les uns des autres, s'imposant un environnement de liberté, tous les protagonistes du groupe en éducation informelle resteront ouverts quant à la possibilité pour le groupe de produire et de confronter leur production dans l'espace public.

La variété des productions possibles doit être appréhendée dans toute sa diversité : nouvelle intensité du désir (Bourdieu a cette belle formule : « se sentir justifié à exister »³¹), extension de revendications (c'était un des principes d'action et de négociation des groupes de femmes du mouvement des Chicanos : porter les revendications sur un terrain supplémentaire non attendu), passage de niveaux (par exemple en se rendant capable d'attribuer sa souffrance à des causes sociales dont l'effet commun est repérable et ainsi sortir de la culpabilisation individuelle)...

29 Voir l'analyse d'un tel programme in J. Blairon et A. Binet, « Education permanente et zones d'incertitude, une étude de cas ». Nous y notions : « Par rapport à l'exemple analysé, il est temps en l'occurrence de se rappeler que pour le sociologue Erving Goffman, fin analyste des interactions sociales, les « codes de circulation » constituaient une excellente trame pour étudier l'ordre social. L'auteur appuie sa démonstration sur cette citation d'Edward Ross : « Assurer l'ordre aux jonctions d'une grande ville implique avant tout une absence de collisions entre les gens et les véhicules qui interfèrent réciproquement. On ne peut pas dire que l'ordre règne entre des gens qui vont dans la même direction à la même allure, car il n'y a pas alors d'interférence. Il n'existe pas non plus quand les personnes se heurtent continuellement. Mais, quand tous ceux qui se rencontrent ou se dépassent sur des voies encombrées prennent le temps et la peine nécessaires pour éviter les collisions, la foule est alors ordonnée. Et bien, au fond de la notion d'ordre social, on trouve la même idée. Les membres d'une communauté ordonnée ne s'écartent pas de leur route pour s'agresser mutuellement. De plus, chaque fois que leurs trajectoires interfèrent, ils font les ajustement nécessaires pour échapper à la collision, et ils les font selon une certaine règle conventionnelle. », *Intermag.be*, 2010, URL : www.intermag.be/images/stories/pdf/cepag_2010.pdf, pp. 5 et sq.

30 P. Bourdieu, « Vu d'en bas », *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, pp. 425-426.

31 P. Bourdieu, « Comprendre », *La misère du monde, op. cit.*, pp. 914-915.

LA NÉCESSITÉ DE SE PENSER COMME UN ÉLÉMENT D'UNE CHAÎNE D'INSTITUTIONS

Nous avons dit plus haut que les principes structurants, actifs à l'état pratique, incarnés dans des paris et des recherches de positionnement, ne constituaient pas des composantes de l'action d'éducation en tant que telle, mais désignaient des relations et des propriétés de relations entre ceux que ces pratiques concernent. Il faudrait faire un pas de plus et ajouter qu'en réalité, l'action pratique et son sens se jouent non pas seulement à l'intérieur de l'action d'éducation close elle-même, mais dans les relations que cette action institutionnelle entretient avec d'autres, avec qui elle constitue une chaîne faite de continuités et de ruptures, de cumuls et de conflits.

François Tosquelles l'exprimait ainsi :

« On est toujours membre de plusieurs institutions à la fois et alternativement. On fréquente avec régularité, avec plaisir, avec espoir et déception diverses institutions ; c'est-à-dire on fréquente à la fois l'espace institué d'origine, l'espace familial, et la chaîne d'institutions de son au-delà concret ; celle par exemple qui relie la maison voisine ou la plus lointaine, avec la chaîne institutionnelle que le coiffeur du coin forme avec le bistro et la gare, le théâtre ou le cinéma. **On peut dire que le passage d'une institution à l'autre joue dans le processus de « récréation » singulière permanente en chacun, autant que les échanges attendus, voire facilités par les espaces institutionnels concrets.** C'est en quoi la position de la « séparation » agit concrètement – vécue entre espoir et crainte – joue un rôle primaire dans la dynamique renouée par et dans les chaînes institutionnelles. »³²

La « consistance subjective » du groupe ne se construit pas dans un seul espace institutionnel concret, mais plutôt dans la chaîne dans laquelle cet espace s'inscrit, avec lequel il interagit ; on devrait même parler de chaînes au pluriel, puisqu'elles diffèrent selon les individus qui composent le groupe.

Ce sont ces effets en chaîne, c'est dans la manière de les faire vivre, de les transformer que se trouve en dernier ressort **la manière d'être qui est la propriété des agents de l'éducation non formelle** qui est une des héritières générationnelles de l'éducation populaire.

Plutôt que s'obséder à mesurer les pseudo-résultats de son action réputée propre, elle a tout à gagner à tenter de reconstituer à l'état pratique le cadre non linéaire dans lequel elle se trouve, dans les chaînes d'institutions qu'elle anime et avec lesquels elle risque ses paris.

Cette conception s'oppose fermement à la logique de maîtrise et la logique linéaire que d'aucuns voudraient lui imposer sous prétexte de « qualité », avec pour effet probable de détruire le sens de son action qui est pourtant la condition première des chances de gagner les paris audacieux et nécessaires qui sont les siens.



Pour citer cette analyse

Jean Blairon, « Exigence de Qualité et éducation populaire », *Intermag.be*, analyses et études en éducation permanente, RTA asbl, MOIS 2017, URL : www.intermag.be/584.